



INFORMATIONS À TOUS LES ÉLUS QUI VEULENT CRÉER DES EMPLOIS  
ET PRÉSERVER LE NIVEAU DE VIE DES GÉNÉRATIONS FUTURES

## LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE ET LA CRÉATION D'EMPLOI SONT LIÉES À LA RÉDUCTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE

### LA FRANCE SOUFFRE D'UN EXCÈS DE DÉPENSES PUBLIQUES

Notre pays n'a pas encore intégré toutes les contraintes de la compétitivité mondiale, l'efficacité des services publics en est une. Ainsi, alors qu'en Allemagne la dépense publique représente 45,6% du PIB, en France, nous atteignons 55,9%, l'un des pourcentages les plus élevés de l'OCDE.

Bien qu'ils dépensent près de 200 mds€ de moins que nous, les Allemands sont pourtant au moins aussi bien soignés, éduqués ou logés !

### NOS DÉFICITS PUBLICS SONT FINANCÉS POUR L'ESSENTIEL PAR L'ÉTRANGER

Quand nous bénéficions d'un remboursement de la sécurité sociale, nous devons avoir à l'esprit que ce n'est possible (pour partie) que grâce à un épargnant du Japon ou du Moyen-Orient qui finance notre dette (détenue à 65% par des étrangers).

Rien que pour la sécurité sociale, le déficit cumulé est de 142 mds€ (cantoné dans la CADES, véritable affront aux futures générations qui devront rembourser, donc payer les soins utilisés par leurs aînés).

Dissipons l'illusion de vouloir combler nos déficits par l'impôt. Nos déficits publics étaient, en 2011, supérieurs à l'épargne financière des Français. Même si l'Etat la captait en totalité par l'impôt, il ne parviendrait pas à rééquilibrer ses comptes publics.

Enfin, le passif de l'Etat dépasse très largement la valeur de ses actifs.

### PAR SAGESSE ET NÉCESSITÉ, NOUS DEVONS ENGAGER UN PLAN AMBITIEUX DE RÉDUCTION DES DÉPENSES

30 milliards d'euros d'économies sont nécessaires d'ici fin 2013. Nous devons engager un plan de réduction de la dépense publique entre 6 et 8 points de PIB en 5 ans, selon les taux de croissance obtenus. Il pourrait être axé sur la poursuite de la réforme des retraites, une réforme de la politique du logement, la restructuration du réseau hospitalier ainsi qu'un nouveau management de la fonction publique<sup>1</sup>.

Une réflexion devra être également menée sur notre système de protection sociale qui capte 56% de la dépense publique soit plus de 600 mds€.

### LA FRANCE SOUFFRE DU MANQUE DE COMPÉTITIVITÉ DE SES ENTREPRISES ET D'UN MANQUE D'ENTREPRISES

Ainsi, notre déficit commercial n'a jamais été aussi élevé qu'en 2011 (70 mds€).

Nos capacités de production stagnent et ne suivent pas la croissance de la consommation. Là encore, ce sont des épargnants d'autres pays qui nous aident à financer l'essence que nous mettons dans le réservoir de nos voitures !

Si nous voulons retrouver la prospérité et la croissance nécessaires à la réduction de nos déficits et au remboursement de notre dette (1 800 mds€, soit environ 50 milliards d'intérêts annuels à verser, deuxième poste de dépense de l'Etat, après l'Education), et à la réduction du chômage, nous devons redevenir une terre de production, en reconstruisant notre compétitivité.

### NOUS DEVONS BRISER LE TABOU DE LA COMPÉTITIVITÉ COÛT ET AVOIR LE COURAGE DE FAIRE LES BONS CHOIX

Ainsi, en renonçant à ce que l'on appelle la « TVA emploi », appelée à tort « TVA sociale », destinée à réduire les charges sur le travail des salariés des entreprises exportatrices, on choisit un minuscule et discutable avantage pour le consommateur au détriment de l'emploi. Une entreprise qui réduit ses charges devient plus compétitive, elle gagne des marchés et crée des emplois. Nous ne pouvons plus nous contenter, à court terme, du discours incantatoire sur la stratégie de la montée en gamme de nos productions via un accroissement de l'effort de recherche et d'éducation (bien qu'il soit évidemment nécessaire).

*« Renoncer à la TVA emploi, c'est choisir un minuscule avantage pour le consommateur au détriment de l'emploi »*

<sup>1</sup> Voir détails dans le rapport de la Fondation Concorde  
*Redressement des comptes - retour à la compétitivité*

## LA RÉALITÉ EST QUE NOS ENTREPRISES SONT EXSANGUES FINANCIÈREMENT

Chacun doit savoir qu'avec les prélèvements les plus élevés, non seulement d'Europe mais aussi de l'OCDE, elles ne peuvent globalement se développer et embaucher et saisir les opportunités d'un monde en croissance.

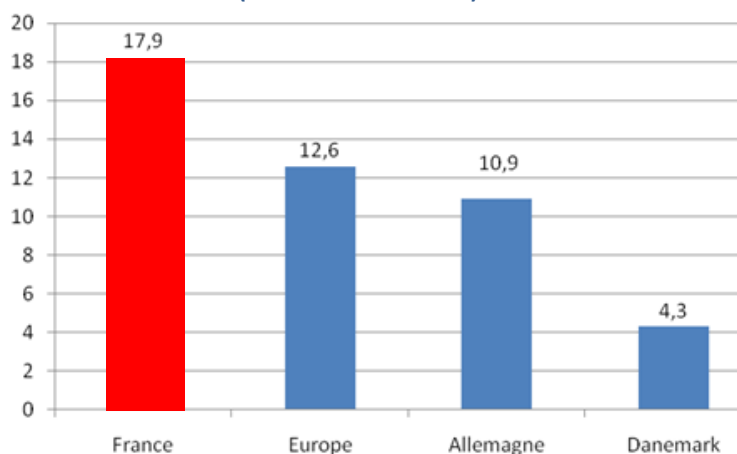
*Surtaxées, les entreprises françaises ont la rentabilité la plus faible d'Europe. Elles ne peuvent investir, innover et monter en gamme au rythme de leurs concurrentes.*

Leurs taux de marge n'ont cessé de baisser pour atteindre un niveau historiquement bas depuis 1986 (28,6% de la valeur ajoutée en 2011 à comparer avec un taux de 40% en Allemagne). Il en résulte un taux d'autofinancement

également historiquement bas qui les contraint à s'endetter pour investir. Dans ces conditions, elles n'ont pas les capacités financières pour innover et monter en gamme.

Actuellement, la France est devenue un territoire de non compétitivité, du fait du niveau trop élevé de ses prélèvements, supérieur de plus de 5 points au taux moyen européen, et de 7 points au taux allemand, qu'il s'agisse d'impôts sur les sociétés, de cotisations sociales ou de taxes diverses.

### Taux de prélèvements obligatoires sur les entreprises (en % du PIB en 2009)

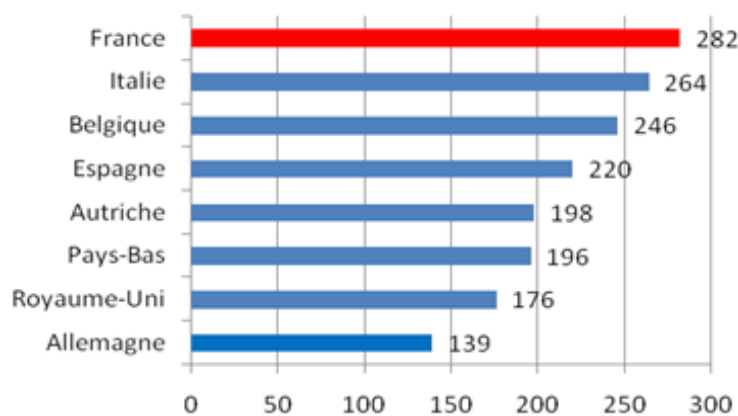


Source : OEFÉ

Ce schéma explique notre déficit de compétitivité avec l'Allemagne et aussi les succès du Danemark sur l'emploi.

**EN LEUR APPLIQUANT LES TAUX ALLEMANDS, NOS ENTREPRISES PAIERAIENT 143 MDS€ DE CHARGES EN MOINS ; LOCALISÉES EN GRANDE BRETAGNE, ELLES PAIERAIENT 106 MDS€ DE MOINS !**

### Prélèvements obligatoires qui seraient payés par les entreprises françaises en appliquant le taux de chacun des pays



Source : données Eurostat

### IL Y A DONC URGENCE À TRANSFÉRER DES RESSOURCES VERS NOS ENTREPRISES

Dans l'immédiat, créons un « choc de compétitivité » en réduisant de 50% les charges sur les salaires des 3.564.000 employés du secteur productif exposé à la concurrence internationale (coût 25 Mds€), et en augmentant l'attractivité du secteur par une réduction notamment de l'impôt sur les sociétés et de la CET (ex-TP) pour les entreprises industrielles afin de capter les investisseurs et les compétences. Ces dépenses seraient financées par le redéploiement de certaines mesures jugées inefficaces pour l'emploi, et par la création d'une « TVA emploi »<sup>2</sup>.

Choisissons un marqueur et un symbole de cette reconstruction de notre offre productive : visons à travers ce choc de compétitivité un environnement fiscal et réglementaire permettant la relocalisation de notre production automobile, comme symbole du redressement productif.

A long terme, nous devons revenir à parité de compétitivité avec l'Allemagne, principal concurrent et partenaire, ce qui ne pourra être obtenu qu'à l'issue d'un long parcours de réduction de notre dépense publique. Ce premier effort nous y conduit.

**La réduction de notre dépense publique constitue la véritable clé de voûte de la relance de notre économie et bien sûr de la réduction du chômage, clef de notre prospérité.**

<sup>2</sup> Voir détails dans le rapport de la Fondation Concorde *Produire en France – un enjeu national pour la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat*